

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

ORGANISME :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY DE DOME




63031 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9

Objet de l'accord-cadre :

Choix d'un opérateur chargé de réaliser, au nom de la Caisse Primaire d'Assurance maladie du Puy-de-Dôme, une prestation de Centre d'Examen de Santé (CES) à destination des assurés du département

Accord-cadre n° 2025-058

Pour le directeur et par délégation

Rédigé par :	Contrôlé par :	Validé par :
Stéphane FAURE  20/10/2025	Cécile ROUCHEAU-CHAUCHARD  21/10/2025	Emilie CALLET Directrice Adjointe  22/10/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2	DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 3	PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4	PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5	DUREES.....	6
ARTICLE 6	LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 7	CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 8	VALIDATION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 9	PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	8
ARTICLE 10	CLAUSE DE REEXAMEN	9
ARTICLE 11	CONDITION FINANCIERES.....	10
ARTICLE 12	LANGUE APPLICABLE A L'ACCORD-CADRE.....	12
ARTICLE 13	PENALITES	12
ARTICLE 14	SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 15	CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS LIEES A L'ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 16	CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS A CARACTERE PERSONNEL	16
ARTICLE 17	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	20
ARTICLE 18	OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	21
ARTICLE 19	PERSONNEL DU TITULAIRE	22
ARTICLE 20	REGULARITE FISCALE ET SOCIALE	23
ARTICLE 21	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPREINTE SOCIETALE.....	23
ARTICLE 22	MODIFICATION DU PRESENT ACCORD-CADRE	24

ARTICLE 23	RESILIATION DU MARCHE.....	24
ARTICLE 24	DIFFERENDS ET LITIGES.....	26
ARTICLE 25	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG.....	26

ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet le choix d'un opérateur chargé de réaliser au nom de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme, une prestation de Centre d'examen de Santé (CES) à destination des assurés du département.

Les stipulations du CCAP ont pour objet de définir les conditions particulières de l'accord-cadre dans lequel l'Organisme confie au Titulaire la réalisation d'une prestation de Centre d'examen de Santé (CES).

Les spécificités des prestations à réaliser sont définies dans les documents constituant le CCTP de l'accord-cadre n° 2025-058.

ARTICLE 2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- D'une part : la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme, 2 Rue Serge Gainsbourg, 63000 CLERMONT-FERRAND, désignée dans le présent CCAP par l'expression « Organisme » représentée par son Directeur, Stéphane CASCANO.
- D'autre part : l'entreprise titulaire de l'accord-cadre, désignée dans le présent CCAP par l'expression « Titulaire ».

Le comptable assignataire est Monsieur Loïc GIRAL, Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme.

2.2 Allotissement

Le présent marché est un marché global.

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti, car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 3 PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée ouverte, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1-3° du Code de la commande publique, applicable aux services sociaux et autres services spécifiques visés à l'annexe 3 dudit code.

L'accord-cadre est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

C'est un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la Commande Publique.

3.2 Forme de l'accord-cadre

Il prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, au sens des articles L2125-1-1°, R2162-2 à R 2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique, sans montant minimum mais avec un maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-4-2° du code de la commande publique pour :

- la réalisation d'Examens de Prévention en Santé (EPS), d'Entretiens Individuels de Prévention (EIP) et de séances collectives d'Éducation en Santé à destination des assurés sociaux du département, et en priorité auprès des populations en situation de vulnérabilité sociale et/ou éloignées du système de santé, sur tout le territoire ;
- la contribution aux dépistages des cancers (de l'utérus, du sein et colo-rectal) et à l'orientation des assurés (auprès des services de la CPAM et de partenaires sur le territoire) afin de lutter contre le renoncement aux droits et aux soins ;
- la contribution aux études épidémiologiques, et plus largement toutes les études demandées par la CPAM en relai des consignes de la CNAM.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

3.3 Montant maximum de l'accord-cadre

L'accord-cadre possède un montant maximum en application aux articles R2121-8 et R2162-4 2°. Le montant maximum a été fixé à 4 000 000,00 € HT.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles énumérées infra et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les originaux de l'ensemble des documents qui font seule foi sont conservés par l'administration.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 Annexe financière BPU;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses Annexes 1, 1bis et 2 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG - FCS) ;

- L'annexe 2 à l'acte d'engagement, le cadre de réponse dûment complété ;
- Le livret de sécurité de la CPAM du Puy-de-Dôme.

ARTICLE 5 DUREES

5.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est d'une durée ferme d'un (1) an, à compter du 01/01/2026.

Il est reconduit annuellement à sa date anniversaire, par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans soit le 31/12/2029

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

La CPAM se réserve le droit de ne pas procéder à la reconduction tacite de l'accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire est informé par écrit de l'intention du représentant de la caisse de ne pas reconduire l'accord-cadre au moins trois (3) mois avant la date d'échéance de la période ferme. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

5.2 Point de départ des prestations

Les prestations font l'objet d'un bon de commande annuel émis par la CPAM du Puy-de-Dôme dans les conditions fixées à l'article 7 du présent CCAP.

L'Organisme établira d'autres bon de commande au fur et à mesure de la survenance de ses besoins.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande.

5.3 Durée d'exécution des bons de commande

L'Organisme peut émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis comportent l'indication de la durée pendant laquelle toute(s) la (les) prestation(s) est (sont) exécutée(s).

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les dates et délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder 3 mois au-delà du terme de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne peut être émis après l'expiration de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 LIEU D'EXECUTION

La réalisation des prestations se déroulent dans les locaux de la CPAM du Puy-de-Dôme situé en centre-ville, au Centre de Prévention Pasteur sis 2, rue du Puits-Artésien 63000 Clermont-Ferrand.

La Caisse Primaire du Puy-de-Dôme est locataire de la ville de Clermont-Ferrand pour l'ensemble de l'immeuble Pasteur.

La structure retenue devra conclure un contrat de sous-location avec la Caisse Primaire du Puy-de-Dôme. Les charges et prestations (chauffage, eau, entretien, maintenances et dépenses communes) sont facturées au prorata de la surface occupée.

Les dépenses d'électricité sont supportées directement par la structure qui bénéficiera à ce titre d'un compteur individuel.

Le nettoyage journalier des locaux est de la responsabilité de la structure.

La surface disponible pour le Centre d'Examens de Santé est d'environ 270 m² structurée de la façon suivante :

- un hall d'accueil,
- un bureau,
- trois cabinets médicaux,
- un cabinet dentaire,
- une salle pour les ECG,
- une salle de mesure de la spirométrie,
- une salle de mesure de la vision et de l'audition,
- une salle pour les prélèvements d'examens de laboratoire,
- une salle pour servir les collations,
- deux petits locaux à usage de débarras et pouvant servir de lieu de stockage,
- un local d'archivage.

Pour les EPS délocalisés, des locaux seront également mis à disposition du titulaire sur le lieu de réalisation attendu, soit par la Caisse Primaire, soit par un partenaire ; afin de rapprocher les consultants du lieu de réalisation de l'examen. Cette mise à disposition se fera à titre gracieux. Il appartiendra en revanche au titulaire d'y amener son propre matériel nécessaire à la réalisation des EPS.

ARTICLE 7 CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

7.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont établis par le Service Pilotage et Moyens de la caisse et signés par toute personne habilitée de la CPAM de Puy-de-Dôme.

Le bon de commande est notifié au Titulaire par mail avant tout commencement d'exécution des prestations.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Un bon de commande mentionne :

- Une date et un numéro ;
- Les références de l'accord-cadre ;

- Nom et adresse du Titulaire ;
- La désignation exacte de la prestation ;
- Le nombre de bénéficiaires concernés par la prestation ;
- Le(s) lieu(x) d'intervention/de réalisation de la prestation ;
- Les délais de réalisation ;
- Le prix total du bon de commande (HT, TVA, TTC) ;
- Le site de dépôt de la facturation électronique.

7.2 Modification des bons de commande

La CPAM du Puy-de-Dôme se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation. Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues, et la CPAM du Puy-de-Dôme adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(es) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

ARTICLE 8 VALIDATION DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au bon de commande.

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-FCS pour les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet.

ARTICLE 9 PRIX DE L'ACCORD-CADRE

9.1 Forme du prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est traité à prix unitaires TTC fermes sur toute sa durée. Il comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les éventuels frais annexes.

Le taux de TVA en vigueur est de 20%. La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée de l'accord-cadre, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

9.2 Budget alloué à la réalisation des prestations

Les prestations attendues du titulaire au titre du présent marché sont réalisées selon un cadre **budgétaire annuel contraint**, fixé par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie dans le cadre du Fond National de Prévention, d'Éducation et d'Information Sanitaire (PEIS), **qui ne pourra, en aucun cas, être dépassé.**

Cette dotation, versée à la CPAM du Puy-de-Dôme, se base sur les activités attendues du titulaire, et les objectifs qu'il devra atteindre sur ces dernières ; tels que décrits dans le CCTP.

Le montant maximum de cette dotation de fonctionnement, pour 2026, est de 849 000 €.

Cette somme est forfaitaire et permet donc de couvrir toutes les dépenses afférentes aux prestations réalisées par le prestataire (qu'il s'agisse des dépenses de personnels ou autres dépenses, à l'exclusion des investissements) et indiquées dans le CCTP.

9.3 Règlement des prestations

Le règlement des prestations réalisées sera réalisé de la façon suivante :

- Mensuellement, pour une somme cumulée maximum de 90% du montant de la dotation ;
- Annuellement pour 10% du montant de la prestation : cette somme sera versée en mai de l'année N+1 après transmission et analyse par la CPAM :
 - ✓ De la totalité de la documentation formalisant l'activité du titulaire attendue au plus tard pour le 30 avril ;
 - ✓ Sous couvert que tous les objectifs transversaux de l'activité décrits au CCTP aient été atteints, preuves à l'appui.

ARTICLE 10 CLAUSE DE REEXAMEN

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, le Titulaire en avise sans délai l'Organisme et la suspension de tout ou partie des prestations peut alors être prononcée par l'Organisme.

A l'issue de la suspension, le Titulaire est tenu de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre.

Par ailleurs, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir ni dans sa nature ni dans son ampleur et qui, sans rendre impossible l'exécution de l'accord-cadre, modifient de manière significatives les conditions de son exécution, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le Titulaire avise par écrit l'Organisme. Les modalités de prise en charge sont définies d'un commun accord entre les parties par la signature d'un avenant.

11.1 Modalités de règlement

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont réglées par application du prix unitaire, indiqué par le Titulaire sur l'Acte d'Engagement et son annexe financière, et en fonction du nombre de consultants.

La facture est établie **mensuellement à terme échu** en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de facture et sa date d'émission,
- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande de référence,
- la désignation des prestations réalisées,
- les dates de réalisation des prestations,
- le lieu d'intervention/de réalisation des prestations,
- le nombre de consultants,
- le prix unitaire HT, montant de la TVA et le prix unitaire TTC,
- le prix total HT, montant total TVA et le prix total TTC.

Chaque facture mensuelle est transmise à la CPAM du Puy-de-Dôme via la plateforme CHORUS Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Afin de rattacher et transmettre la facture au compte de la CPAM du Puy-de-Dôme, le Titulaire doit inscrire les données suivantes :

SIRET de la CPAM du Puy-de-Dôme: 77563424900053.

Numéro d'engagement = NUMERO DE COMMANDE.

En application des dispositions des articles L2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, la CPAM du Puy-de-Dôme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM du Puy-de-Dôme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

11.2 Délais de règlement

En application de l'article R.2192.10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Conformément aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du code de la commande publique, le délai global de paiement, est suspendu par la CPAM du Puy-de-Dôme s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Cette suspension n'intervient qu'après communication au Titulaire par mail ou par courrier des raisons pour lesquelles la CPAM du Puy-de-Dôme s'oppose au paiement.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente (30) jours, est ouvert.

11.3 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement, fixé à 30 jours, ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire ou le sous-traitant de 1^{er} rang, le bénéfice d'intérêts moratoires.

Conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique, ces intérêts courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux marginal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

A ce calcul, il s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40,00 € TTC pour les frais de recouvrement.

ARTICLE 12 LANGUE APPLICABLE A L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels composant l'accord-cadre doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les Parties. Les frais de traduction afférents à la livraison de la documentation seront à la charge du Titulaire.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, la langue Française sera imposée pour la rédaction des livrables associés aux prestations du Titulaire et notamment la tenue des réunions, la rédaction des comptes rendus de ces réunions et la rédaction des documents de travail.

Le Titulaire devra garantir que le personnel affecté à l'accord-cadre s'exprimera couramment en langue française, sauf autorisation expresse de l'Organisme.

ARTICLE 13 PENALITES

Pour tout manquement ou retard du Titulaire dans l'exécution des prestations décrites au CCTP, il pourra être fait application des pénalités reprises ci-dessous.

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Non prise en compte ou non mise en œuvre des obligations dans la réalisation des prestations décrites aux articles 3.b, 3.c, 3.d, 3.f, 3.g, 3.i, 3.j, 7.a du CCTP	100 € HT par constat
Non prise en compte ou non mise en œuvre des obligations dans la réalisation des prestations décrites aux articles 3.e, 7.f et 7.g du CCTP	150 € HT par constat
Non transmission dans les délais d'un document listé à l'article 6.d et 7.b du CCTP	100 € par jour ouvré de retard
Non tenue / participation d'une instance, retard de saisie ou donnée erronée, non-participation à une enquête ou réponse hors délai selon article 7.d du CCTP	100 € par constat
Non transmission dans les délais d'un document listé à l'article 7.d du CCTP	20€ par jour ouvré de retard
Non transmission dans les délais des justificatifs et/ou correctifs dans le cadre des contrôles sur pièces selon l'article 8.a du CCTP	50 € par constat
Tout manquement constaté lors des contrôles sur sites selon l'article 8.b du CCTP	100 € par constat
Non conformités retenues à l'issue de la phase contradictoire du rapport d'audit selon l'article 8.c du CCTP	150 € par constat

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le marché ne comprend aucun plafond ni aucun seuil d'exonération des pénalités.

L'organisme adressera par mail avec accusé de réception les anomalies relevées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le titulaire. Le Titulaire pourra faire part de ses observations à l'organisme dans un délai de sept (7) jours

ouvrables à compter de l'envoi du présent mail. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Il est précisé que l'Organisme se réserve la possibilité de ne pas mettre en œuvre tout ou partie des pénalités définies ci-dessus.

ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE

14.1 Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations (hors fournitures), objet de l'accord-cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Organisme et de l'agrément par elle des conditions de paiements conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent accord-cadre.

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'Organisme des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le Titulaire précisera le domaine d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite. Le recours à la sous-traitance est interdit pour ce qui relève de la fourniture.

14.2 Cession de l'accord-cadre

Le Titulaire doit informer l'Organisme de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre. Cette information devra intervenir dans les plus brefs délais et le Titulaire sera chargé de communiquer les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre sera transféré ou cédé.

La cession de l'accord-cadre ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable de l'Organisme. Si la cession envisagée est de nature, soit à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du Titulaire initial du contrat, soit à modifier substantiellement l'économie du contrat, l'Organisme refusera la cession.

L'Organisme a la faculté de s'opposer à toute cession, sauf dans le cadre de procédures collectives telles que sont les procédures de liquidation et de redressement judiciaire, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Organisme et que le cessionnaire accepte les conditions de l'accord-cadre.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par l'Organisme, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

En revanche, un avenant n'est pas nécessaire dans les cas suivants : reprise du contrat par l'administrateur judiciaire lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective, changement n'affectant pas la forme juridique de l'entreprise mais sa raison sociale ou sa domiciliation, changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple : transformation d'une SARL en SA).

En cas de cession du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre à l'Organisme, dès le jour d'effet de la cession de l'accord-cadre et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre.

14.3 Co-traitance

Les membres du groupement sont désignés dans l'Acte d'Engagement, ainsi que le mandataire. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié de l'Organisme. Ce dernier doit notamment :

- assurer un rôle de coordination au sein du groupement,
- transmettre à l'Organisme les demandes de paiement du groupement après validation par ses soins,
- transmettre aux membres du groupement les bons de commande et/ou toutes instructions, documents émis par l'Organisme,
- éventuellement déclarer les sous-traitants pour acceptation et agrément des conditions de paiement par l'Organisme.

ARTICLE 15 CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS LIEES A L'ACCORD-CADRE

Définition

Par dérogation à l'article 5 du CCAG FCS, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de l'Organisme. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par l'Organisme en faveur du titulaire.

Obligations du Titulaire

Le titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à l'Organisme et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- procéder à la destruction, en fin d'accord-cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

Durée

Le présent engagement est conclu pour une durée de quatre (4) années à compter de la notification de l'accord-cadre.

Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause

L'Organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements au titre des présentes, l'Organisme se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin, il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Limites de responsabilité

Le titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes,
- est connue du titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver,
- a été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à l'Organisme, et sur demande de ce dernier, le cas échéant, coopérer pleinement afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

ARTICLE 16 CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS A CARACTERE PERSONNEL

Les Parties au présent accord-cadre s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'exécution de la présente mission place le Titulaire dans **une situation de sous-traitance** vis-à-vis de l'Organisme **au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles** (RGPD).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD).

L'Organisme est ainsi qualifié **de responsable des traitements de données** nécessaires à la mise en œuvre des activités de Centre d'Examen de Santé (CES) confiées au Titulaire.

Chacune des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué ou référent à la protection des données (DPO) si le sous-traitant est tenu d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

Pour l'Organisme, le délégué à la protection des données peut être contacté au moyen de l'adresse mail suivante : dpo.cпам-clermont-fd@assurance-maladie.fr

16.1 Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte et au nom du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s :

- La réalisation d'Examens de Prévention en Santé (EPS), d'Entretiens Individuels de Prévention (EIP) et de séances collectives d'Éducation en Santé à destination des assurés sociaux du département, et en priorité auprès des populations en situation de vulnérabilité sociale et/ou éloignées du système de santé, sur tout le territoire ;

- La contribution aux dépistages des cancers (de l'utérus, du sein et colo-rectal) et à l'orientation des assurés (auprès des services de la CPAM et de partenaires sur le territoire) afin de lutter contre le renoncement aux droits et aux soins ;
- La contribution aux études épidémiologiques, et plus largement toutes les études demandées par la CPAM en relai des consignes de la CNAM.

A cet effet, le sous-traitant est autorisé à traiter les données suivantes :

- La liste nominative des assurés à contacter avec les données nécessaires au ciblage (dont adresse postale et mail, numéro de téléphone, absence d'un médecin-traitant, bénéficiaire ou non d'une complémentaire santé ...), fournie par l'Organisme ;
- La liste des partenaires de l'Organisme, avec lesquels le Titulaire devra travailler (dont identification, adresse, nom et coordonnées du contact ...) ;
- La liste des collaborateurs de l'Organisme (dont nom, prénom et coordonnées professionnelles) avec lesquels le Titulaire est amené à collaborer pour la réalisation des prestations qui lui sont déléguées ;
- Toutes les données personnelles, médicales et socio-administratives nécessaires aux prestations ;
- La collecte par le sous-traitant, des questionnaires socio-administratif et médical ainsi que des formulaires de consentement pour chaque assuré reçu.

Les personnes concernées par le traitement de leurs données sont :

- Les assurés du département ciblés par l'Organisme pour les actions du Centre d'Examen de Santé déléguées au Titulaire ;
- Les partenaires de l'Organisme, intervenant aux côtés du Titulaire ;
- Les agents de l'organisme, intervenant en complément du Titulaire.

16.2 Engagement des Parties

De façon générale, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par le présent accord ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de l'Organisme détaillées à l'article 1 du présent accord et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si l'Organisme l'y a préalablement autorisé) ;
- Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, soit à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :
 - s’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Mettre à la disposition de l’Organisme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations et qu’elle s’acquitte de l’ensemble de ses obligations issue du RGPD (articles 32 à 36 : obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc...) ;
- Mettre à disposition de l’Organisme toutes les informations pour permettre la réalisation d’audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits.

L’Organisme s’engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l’exercice de la mission déléguée au sous-traitant ;
- Informer le sous-traitant de toute information pouvant impacter sa mission ;
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

16.3 Mesures de sécurité

Le sous-traitant s’engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à :

- éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;
- répondre aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l’intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantir la protection des droits des personnes

Il s’engage également à mettre à la disposition de l’Organisme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ces mesures.

16.4 Analyse de la conformité et documentation

Dans le cadre de la présente convention, il revient au responsable du traitement (l’Organisme) de mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement.

A cet effet, il est rappelé que le sous-traitant a pour obligation d’aider le responsable du traitement au respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Les parties doivent respectivement tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'Organisme (Art. 30.2 RGPD).

16.5 Incident de sécurité et suspicion de violation de données à caractère personnel

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, accidentelle ou non, et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, le sous-traitant s'engage à informer le DPO de l'Organisme, dans un délai maximum de 48 heures, via l'adresse mail suivante : dpo.cпам-clermont-fd@assurance-maladie.fr

Il reviendra à l'Organisme d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés.

Le sous-traitant accompagne sa notification de toute documentation utile permettant à l'Organisme, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente : la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

16.6 Exercice des droits des personnes

Les personnes concernées par les opérations de traitement reçoivent les informations requises, au moment de la collecte de données lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.

Les droits d'accès, de rectification ou d'opposition, s'exercent dans les conditions courantes à savoir auprès du DPO de l'organisme de rattachement de la personne concernée.

16.7 Sort des données

Pendant la durée d'exécution du contrat, le sous-traitant peut conserver des données relatives à ses actions, en lien avec son système d'information et ses propres besoins de conservation.

Au terme du contrat, le sous-traitant s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel et à certifier auprès de l'Organisme la destruction de celle-ci.

16.8 Le recours à la sous-traitance du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire a lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que l'Organisme lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, l'Organisme rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à l'Organisme et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de l'Organisme (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de l'Organisme, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation.

ARTICLE 17 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

17.1 Réparation des dommages

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Organisme par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire. Le Titulaire garantit l'Organisme contre les dommages ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de l'Organisme dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre en état l'équipement sinistré, ou le remplacer en supportant intégralement la charge.

La responsabilité du Titulaire est notamment engagée lors :

- de la destruction de fichiers et d'informations de l'Organisme;
- de dommages aux biens ou aux personnes lors de ses interventions ;
- du préjudice lié au non-respect des délais.

En cas de préjudice subi en exécution du présent accord-cadre, l'Organisme est en droit d'obtenir réparation. L'Organisme n'aura pas à apporter la preuve du préjudice. Le montant des dommages et intérêts sera fixé par un expert désigné par l'Organisme et accepté par le Titulaire ou soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux.

17.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable afin de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de la police d'assurance à l'Organisme lors de la signature du présent accord-cadre. A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Organisme et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'Organisme puisse faire valoir ses droits. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

ARTICLE 18 OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le Titulaire reconnaît comme essentiel de garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent accord-cadre.

La qualité et la conformité résultent notamment :

- du respect des stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales, du présent CCAP, et des prestations à exécuter,
- du respect des délais indiqués,
- de l'application des normes en vigueur applicables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage de façon générale à assurer la qualité des prestations au niveau le plus élevé en adéquation avec les usages professionnels et les règles de l'art.

- Engagements

Le Titulaire accepte sans aucune réserve que l'Organisme puisse réaliser ou faire réaliser des contrôles sur la qualité des prestations qu'il fournit.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'Organisme ou par un tiers à leur demande sont opposables au Titulaire.

Si le Titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de l'Organisme en cours d'exécution de l'accord-cadre, il encourt une résiliation de l'accord-cadre pour faute.

- Devoir d'information

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Organisme les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, plus généralement, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Il en est de même :

- de toute modification, suppression ou résiliation de ses polices d'assurance couvrant les responsabilités évoquées à l'article 17 du présent CCAP ;
- de toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Conformément au présent CCAP, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire, si celui-ci ne respecte pas son obligation d'information à l'égard de l'Organisme.

- Devoir de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment de recommandation envers l'Organisme. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir à l'Organisme l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires à la bonne exécution de l'accord cadre. Le Titulaire informe l'Organisme de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent accord cadre.

Toutes les informations (conseils, mises en garde, recommandations...) communiquées oralement à l'Organisme donnent obligatoirement lieu à la remise d'un document écrit de confirmation au plus tard sous 8 jours, et adressé à l'ensemble des interlocuteurs qui lui auront été désignés.

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à déployer tous les efforts utiles pour obtenir les meilleurs résultats possibles et attendus au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 19 PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Le personnel du Titulaire demeure sous sa responsabilité juridique, son autorité hiérarchique et son contrôle.

A ce titre, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fait son affaire personnelle :

- des problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail relatifs notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et complémentaires et aux congés annuels ou autres ;
- des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que du règlement de toutes cotisations sociales exigibles afférentes à son personnel.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 20 REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail, relatifs au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à l'Organisme les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.

En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à l'Organisme la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à envoyer par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre à l'adresse suivante : sam.cpam-puy-de-dome@assurance-maladie.fr

Conformément à l'article L2195-2 du Code de la Commande publique, en cas de non remise desdits documents, l'Organisme peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent CCAP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

ARTICLE 21 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPREINTE SOCIETALE

L'Organisme porte une attention particulière à la contribution de ses partenaires pour le développement durable. A ce titre, le Titulaire présente ses engagements en termes de responsabilités environnementale, économique et sociale, ainsi que les actions mises en œuvre dans ce sens.

Le Titulaire s'engage :

- à appliquer une politique d'entreprise évolutive en faveur des objectifs tels que l'emploi de durée indéterminée et l'embauche ou actions en faveur de travailleurs handicapés. Il facilite l'accès des personnes en difficulté à l'emploi,
- à respecter les directives européennes et toutes réglementations nationales en vigueur relatives au recyclage des déchets et à son impact sur l'environnement,

- à respecter dans leur entreprise à l'égard de leurs salariés, le code du travail, la convention nationale applicable à la profession.

Le Titulaire est tenu d'adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit, dans la mesure du possible, réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes.

Dans le cas où plusieurs collaborateurs du Titulaire interviennent au même endroit, il est demandé au Titulaire de privilégier le covoiturage et de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire son impact carbone lors de la réalisation de ses prestations.

Le Titulaire respectera les engagements environnementaux pris dans le cadre de réponse concernant sa démarche environnementale, et à fournir tout justificatif qui pourra lui être demandé au cours du marché. Il pourra être soumis à des contrôles durant toute la durée de l'accord-cadre

ARTICLE 22 MODIFICATION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Conformément à l'article L2194-1 et l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Ces modifications pourront porter sur :

- la modification d'une ou plusieurs prestations,
- l'ajout, la suppression ou le remplacement d'une ou plusieurs prestations,
- l'augmentation ou la diminution du nombre de prestations à réaliser sur l'année,
- les lieux de délocalisation des prestations,
- le montant maximum fixé pour les prestations.

A chaque modification citée ci-dessus, un avenant au contrat sera établi.

ARTICLE 23 RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des droits acquis par l'Organisme au titre des prestations exécutées par le Titulaire.

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

23.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Organisme se réserve le droit de résilier, pour motif d'intérêt général, le présent accord-cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de deux mois. La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas le droit à indemnisation du titulaire par l'Organisme.

23.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Après signature de l'accord-cadre, l'Organisme peut résilier celui-ci aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, lorsque les renseignements et documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre s'avèrent inexacts ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance exigées ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire refuse l'exécution d'un bon de commande ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-FCS ;
- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas de décès ou d'incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées au titre de son devoir d'information si ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux ;
- Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité ;
- En application des cas répertoriés dans l'acte d'engagement et dans le présent CCAP.

23.3 Conséquences de la résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire à raison de ses fautes.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'Organisme peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution

par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 24 DIFFERENDS ET LITIGES

L'Organisme et le Titulaire de l'accord-cadre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le Titulaire et l'Organisme doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à l'Organisme dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'Organisme dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si le litige persiste, l'Organisme ou le Titulaire de l'accord-cadre peut soumettre tout différend qui les oppose au Comité consultatif amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L2197-3 du Code de la commande publique.

En cas de litige persistant, il sera fait application du droit français relevant de la juridiction compétente du Tribunal judiciaire de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 25 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG FCS.

L'article 5.2 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG FCS.

L'article 5.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG FCS.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 24 du CCAG FCS.

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 5 du CCAG FCS.